



**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties au Protocole de Kyoto**

Dixième session

Lima, 1^{er} et 12 décembre 2014

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire

Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

Résumé

Le présent rapport, établi comme suite à la décision 1/CMP.3 dans laquelle il a été demandé au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), porte sur la période du 1^{er} août 2013 au 31 juillet 2014. Il contient également les vues du Conseil du Fonds pour l'adaptation, approuvées à sa vingt-quatrième réunion, sur les questions mentionnées dans le mandat relatif au deuxième examen du Fonds figurant dans l'annexe de la décision 2/CMP.9. Les autres activités menées du 1^{er} août 2014 au 30 novembre 2014 feront l'objet d'un rapport oral du Président du Conseil du Fonds à la dixième session de la CMP. Le présent rapport fournit des informations sur les progrès accomplis concernant le Fonds, en particulier sur la réalisation des tâches prescrites par la CMP, et recommande à la CMP des mesures à prendre selon que de besoin. Il contient notamment une version modifiée et révisée des règles régissant les services à fournir par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) en sa qualité d'administrateur du Fonds, pour approbation par la CMP conformément à la décision 1/CMP.4, et des informations sur les décisions et dispositions prises par le Conseil du Fonds, dont la CMP pourrait prendre note.

* Le présent document a été soumis après la date prévue afin de pouvoir y inclure les vues du Conseil du Fonds pour l'adaptation sur les questions mentionnées dans le mandat du deuxième examen du Fonds. Ces vues ont été approuvées à la vingt-quatrième réunion du Conseil du Fonds, tenue en octobre 2014 à Bonn (Allemagne).



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
A. Mandat	1–2	3
B. Objet de la note	3	3
C. Recommandations concernant les mesures que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto pourrait prendre à sa dixième session	4–5	3
II. Travaux accomplis durant la période considérée	6–45	4
III. Appui au Conseil du Fonds pour l'adaptation dans l'accomplissement de son mandat.....	46–52	12
Annexes		
I. Amended and restated terms and conditions of services to be provided by the International Bank for Reconstruction and Development as trustee for the Adaptation Fund		14
II. Adaptation Fund Board members and alternate members.....		21
III. Actual fiscal year 2014 and approved fiscal year 2015 budget of the Adaptation Fund Board and the secretariat, and the trustee		23
IV. List of accredited implementing entities		24
V. Project funding approvals by the Board between 1 August 2013 and 31 July 2014		26
VI. Views of the Adaptation Fund Board on the matters included in the terms of reference for the second review of the Adaptation Fund		28

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties est convenue de créer le Fonds pour l'adaptation (ci-après dénommé le Fonds)¹. À sa troisième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après dénommé le Conseil), appuyé par un secrétariat et un administrateur provisoire (ci-après dénommé l'administrateur)².

2. Dans sa décision 1/CMP.3, la CMP a demandé au Conseil de faire rapport sur ses activités à chaque session de la CMP. Elle a aussi invité le Fonds pour l'environnement mondial à fournir des services de secrétariat au Conseil, et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds, à titre provisoire pour l'un comme pour l'autre.

B. Objet de la note

3. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis concernant le Fonds, en particulier sur la réalisation des tâches prescrites par la CMP, et recommande à la CMP des mesures à prendre selon qu'il convient. Il porte sur la période du 1^{er} août 2013 au 31 juillet 2014.

C. Recommandations concernant les mesures que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto pourrait prendre à sa dixième session

4. La CMP voudra peut-être prendre note des informations contenues dans le présent rapport et envisager d'adopter un projet de décision sur la prolongation des clauses et conditions selon lesquelles la Banque mondiale fournira ses services en sa qualité d'administrateur du Fonds et sur leur modification (voir l'annexe I).

5. Le Conseil invite la CMP à prendre note des principales activités, mesures et décisions ci-après, traitées conformément au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4:

a) Accréditation de 16 entités nationales chargées de la mise en œuvre, dont une pendant la période considérée, qui peuvent directement accéder aux ressources du Fonds; et accréditation de quatre entités régionales chargées de la mise en œuvre, dont deux pendant la période considérée;

b) Recettes cumulées du Fonds spécial du Fonds pour l'adaptation totalisant 407,4 millions de dollars des États-Unis, dont 190,4 millions de dollars provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 213,7 millions de dollars de contributions additionnelles, et 3,2 millions de dollars provenant des revenus de placements produits par les soldes du Fonds spécial au 31 juillet 2014;

c) Montant cumulé des projets et programmes approuvés atteignant 226,2 millions de dollars au 31 juillet 2014;

¹ Décision 10/CP.7.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

- d) Approbation de la politique environnementale et sociale du Fonds;
- e) Approbation du programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique, lancé le 1^{er} mai 2014, et de ses modalités d'exécution, ainsi que des critères d'admissibilité pour l'attribution de fonds aux entités chargées de la mise en œuvre accréditées pour des activités précises;
- f) Approbation d'un cycle annuel d'examen intersession des projets/programmes durant une période de vingt-quatre semaines ou plus entre deux réunions consécutives du Conseil;
- g) Montant des fonds disponibles pour de nouvelles approbations de financement totalisant 150,8 millions de dollars au 31 juillet 2014;
- h) Approbation de six propositions de projet/programme présentées par des entités chargées de la mise en œuvre pour un montant total de 41,3 millions de dollars, dont une proposition présentée par l'entité nationale rwandaise chargée de la mise en œuvre, pour un montant de 10 millions de dollars. Les cinq autres propositions approuvées ont été soumises par des entités multilatérales chargées de la mise en œuvre, pour un montant total de 31,3 millions de dollars, placé antérieurement dans la réserve établie par le Fonds. Ces propositions avaient fait auparavant l'objet d'une recommandation d'approbation par le Comité d'examen des programmes et projets, mais n'avaient pu être approuvées par le Conseil en raison du plafond de 50 %³. À la fin de la période considérée, cinq propositions, représentant un financement total demandé de 38,4 millions de dollars, restaient en attente;
- i) Établissement d'un nouvel objectif consistant à mobiliser 80 millions de dollars par année civile en 2014 et en 2015;
- j) Annonces de contributions supérieures à l'objectif du Fonds de 100 millions de dollars pour les années civiles 2012 et 2013, puisqu'elles ont totalisé 104,3 millions de dollars. Au 31 juillet 2014, le Fonds affichait au total 224,1 millions de dollars d'annonces de contributions cumulées, dont 10,4 millions d'équivalent dollars n'avaient pas encore été versés.

II. Travaux accomplis durant la période considérée

6. Le Conseil a tenu deux réunions pendant la période considérée, l'une comme l'autre dans les locaux du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à Bonn (Allemagne). L'ordre du jour annoté (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds⁴.

7. Les principaux travaux menés par le Conseil pendant la période considérée sont décrits dans les sections suivantes.

Élection du Président et du Vice-Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation

8. En application du paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3, le Conseil, à sa vingt-deuxième réunion, a élu par consensus M. Mamadou Honadia (Burkina Faso, pays les moins avancés (PMA)) Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation. En février 2014, durant la période intersession, il a ensuite élu par consensus M^{me} Laura Dzelzyte (Lituanie, États d'Europe orientale) Vice-Présidente du Conseil.

³ Décision B.12/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴ <http://www.adaptation-fund.org>.

Changements dans la composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. Pendant la période considérée, plusieurs membres et membres suppléants du Conseil ont été remplacés. M. W. L. Sumathipala (Sri Lanka, États d'Asie-Pacifique), membre, et M. Ilhomjon Rajabov (Tadjikistan, États d'Asie-Pacifique), membre suppléant, ont quitté le Conseil. M. Nauman Bashir Bhatti (Pakistan) a été élu membre pour les États d'Asie-Pacifique. La désignation du membre suppléant est en cours. M. Anton Hilber (Suisse) s'est démis de ses fonctions de membre et a été remplacé par M^{me} Yuka Greiler (Suisse) pour les États d'Europe occidentale et autres États. M. Kotaro Kawamata (Japon) s'est démis de ses fonctions de membre suppléant et a été remplacé par M^{me} Ana Fornells de Frutos (Espagne) pour les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I). La désignation du membre est en cours. M. Bruno Sekoli (Lesotho), membre pour les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I), a quitté le Conseil. M. Boubacar Demebele Sidiki (Mali) a remplacé M. Sekoli en tant que membre et M^{me} Wenhong Huang (Chine) est devenue suppléante pour les Parties non visées à l'annexe I. C'est avec une profonde tristesse que le Conseil a appris le décès en juin 2014 de M. Peceli Vocea (Fiji), membre issu des petits États insulaires en développement; son successeur devrait être désigné sous peu.

10. La liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe II.

Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2014

11. À ses vingt-deuxième et vingt-troisième réunions, le Conseil a adopté un calendrier des réunions pour 2014 (voir le tableau ci-après). Le Comité d'examen des programmes et projets et le Comité de l'éthique et des finances ont tenu leurs réunions juste avant chaque réunion du Conseil.

Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2014

<i>Dates</i>	<i>Lieu</i>
20 et 21 mars	Bonn
9 et 10 octobre	Bonn

Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

12. À sa vingt-troisième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015⁵.

Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

13. À sa vingt-troisième réunion, le Conseil a examiné et approuvé les ressources à allouer à l'appui des travaux du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2015 (annexe III)⁶. Le montant estimatif des dépenses d'administration approuvées pour l'exercice budgétaire 2015 pour le Conseil, le secrétariat et l'administrateur est de 4 273 658 dollars au 30 juin 2014, en baisse de 9 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent en raison de la réduction du nombre de réunions du Conseil et des frais de voyage connexes. Au cours de l'exercice 2014-2015, un montant supplémentaire de 670 000 dollars a été alloué au budget administratif aux fins de la mise en œuvre par le

⁵ Décision B.23/20 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁶ Décision B.23/21 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Conseil et le secrétariat du programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique.

Accréditation des entités chargées de la mise en œuvre

14. Le paragraphe 30 de la décision 1/CMP.3 dispose que «pour soumettre une proposition de projet, les Parties et les entités chargées de la mise en œuvre ... doivent remplir les critères adoptés par le Conseil du Fonds pour l'adaptation ..., afin de pouvoir accéder à un financement par le Fonds pour l'adaptation».

15. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni trois fois pendant la période considérée. Le Conseil a élu M^{me} Angela Churie-Kallhauge (Suède, États d'Europe occidentale et autres États) Présidente et M. Philip Weech (Bahamas, États d'Amérique latine et des Caraïbes) Vice-Président. Ces membres du Conseil constituent, avec quatre autres membres experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

16. Conformément à la décision visée au paragraphe 14 ci-dessus, pendant la période considérée, le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts de l'accréditation et a approuvé l'accréditation de deux nouvelles entités nationales chargées de la mise en œuvre (Fonds spécial péruvien pour les parcs nationaux et les zones protégées, et Desert Research Foundation de Namibie), de deux entités régionale chargées de la mise en œuvre (secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud et Société andine de développement) et d'une entité multilatérale chargée de la mise en œuvre (Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)). Au total, on comptait parmi les entités chargées de la mise en œuvre accréditées à la date de publication du présent rapport 17 entités nationales, 4 entités régionales et 11 entités multilatérales. La liste des entités chargées de la mise en œuvre accréditées figure à l'annexe IV du rapport.

Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

17. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets, créés par le Conseil en 2009, se sont réunis à trois reprises pendant la période considérée, programmant leurs réunions deux jours avant celles du Conseil. M. Ezzat Lewis Hannalla Agaiby (Égypte, États d'Afrique) a été élu Président du Comité d'examen des programmes et projets et M. Markku Kanninen (Finlande, États d'Europe occidentale et autres États) a été élu Vice-Président. M^{me} Su-Lin Garbett-Shiels (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Parties visées à l'annexe I) a été élue Présidente du Comité de l'éthique et des finances et M^{me} Irina Helena Pineda Aguilar (Honduras, États d'Amérique latine et des Caraïbes) a été élue Vice-Présidente.

18. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné les points ci-après en formulant à l'intention du Conseil des recommandations à ce sujet: politique de «tolérance zéro» en matière de corruption, gestion des risques dans les opérations du Fonds, mécanisme de traitement des plaintes, campagne et stratégie de collecte de fonds, application du plafond de 50 % aux institutions multilatérales chargées de la mise en œuvre, rapport annuel, rapports sur l'exécution des projets, évaluation globale du Fonds, méthodes relatives aux indicateurs de base, monétisation des URCE, budget du Conseil, du secrétariat et de l'administrateur.

19. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait examiné, au cours de deux réunions et d'une période d'examen intersession, 10 idées de projets et 10 propositions complètes, soit 20 projets distincts proposés. Il a également passé en revue et communiqué au Conseil les résultats de ses délibérations sur des questions liées au processus intersession d'examen et d'approbation des propositions de projets ou de programmes, les incidences possibles du recours à de multiples entités et

partenaires chargés de la mise en œuvre sur les dépenses d'administration et la publication de ses rapports sur le site Web.

Décisions de financement de projets et programmes d'adaptation

20. Au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4, il est demandé «au Conseil du Fonds pour l'adaptation de commencer à traiter les propositions de financement de projets, activités ou programmes, selon le cas, et de rendre compte des progrès accomplis à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto».

21. Conformément à la disposition évoquée au paragraphe 20 ci-dessus, le Conseil a approuvé six propositions de financement totalisant 41,3 millions de dollars aux réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée et entre ses réunions (annexe V). Durant cette période, deux propositions que le Comité d'examen des programmes et projets avait recommandé d'approuver ont été ajoutées à la liste qui, à la fin de la période, comprenait cinq propositions de projets totalisant 38,4 millions de dollars. Les Parties dont les propositions ont bénéficié d'un accord de financement au cours de la période considérée sont Cuba, le Guatemala, le Myanmar, l'Ouzbékistan, le Rwanda et les Seychelles. Il convient de noter qu'à l'exception de celui du Rwanda, qui est exécuté par une entité nationale, ces projets ont été proposés par des entités multilatérales et placés dans la filière en 2012 et 2013 (voir le paragraphe 26 ci-dessous). Les ressources disponibles pour financer les cinq propositions présentées par des entités multilatérales ont été fournies par des Parties à la suite d'annonces de contributions faites en 2013, notamment à la neuvième session de la CMP.

22. Outre les décisions de financement énumérées ci-dessus, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues durant la période considérée, sept idées de projet d'un montant totalisant 40,6 millions de dollars et des dons à allouer pour la formulation de six de ces projets, soumis par des entités nationales chargées de la mise en œuvre, pour un montant total de 179 100 dollars. Les Parties dont les idées de projet ont été approuvées au cours de la période considérée sont le Costa Rica, l'Inde, l'Indonésie, la Jordanie et le Maroc.

23. Les secteurs représentés dans les propositions complètes et les idées approuvées sont les suivants: agriculture, sécurité alimentaire, gestion des zones côtières, développement rural et gestion des ressources en eau.

24. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales dotées du statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou du programme ont été affichées dès leur réception sur le site Web du Fonds pour l'adaptation, et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler des observations en ligne.

Liste d'attente de projets ou programmes

25. Le Conseil a décidé de maintenir le plafond de 50 % sur le financement des projets ou programmes exécutés par les entités multilatérales chargées de la mise en œuvre.

26. À la dix-neuvième réunion du Conseil, le plafond de 50 % pour les projets ou programmes recommandés exécutés par des entités multilatérales ayant été atteint, le Conseil a établi une liste de projets ou programmes complets en attente que le Comité d'examen des programmes et projets avait recommandé au Conseil d'approuver mais dont l'approbation reviendrait à dépasser le plafond de 50 % des ressources disponibles dans le Fonds spécial. À l'issue de la période considérée, cinq propositions recommandées représentant un montant total de financement demandé de 38,4 millions de dollars attendaient d'être approuvées par le Conseil à mesure que des ressources seraient disponibles. L'ordre de priorité des propositions mises en attente est le suivant: Belize, Ghana, Mali, Népal et Indonésie. Comme indiqué au paragraphe 21 ci-dessus, cinq projets

et programmes placés antérieurement dans la filière ont été financés au cours de la période considérée. Un projet supplémentaire pourrait être financé à l'aide de ressources devenues disponibles durant cette période, sous réserve de la conclusion des procédures administratives et d'un accord juridique avec l'entité chargée de la mise en œuvre.

Suivi du portefeuille

27. Au cours de la période considérée, le Conseil a examiné le quatrième rapport annuel sur les résultats du Fonds, portant sur l'exercice budgétaire 2014 (du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014). En juillet 2014, 24 projets avaient commencé à être mise en œuvre, dont deux projets pour l'exercice 2014. Au total, 96 millions de dollars ont été alloués à des projets au cours de la période couverte par le présent rapport, dont 39,7 millions de dollars durant l'exercice 2014. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de dons concerne la région de l'Asie et du Pacifique, avec 13 projets représentant au total 79,8 millions de dollars (36 %)⁷, suivis de près par l'Amérique latine et les Caraïbes avec 10 projets totalisant 70,3 millions de dollars (31 %) et l'Afrique avec 10 projets totalisant 70,1 millions de dollars (31 %). La majeure partie des dons a été consacrée à des projets d'adaptation dans le secteur de l'agriculture, qui a bénéficié de 38,6 millions de dollars (17 %), et au secteur de la gestion de l'eau, avec 33,9 millions de dollars approuvés (15 %).

28. Le Fonds suit également la répartition par résultats du financement proposé sous forme de dons, en fonction du Cadre stratégique de résultats du Fonds. Le volume le plus important de fonds proposés est destiné aux résultats du Cadre stratégique de résultats («Renforcement de la résilience des écosystèmes au stress induit par les changements climatiques et la variabilité du climat») (49,4 millions de dollars, soit 29 %), ainsi qu'au résultat («Capacité d'adaptation accrue dans les secteurs pertinents en rapport avec le développement et les ressources naturelles») (48,8 millions de dollars, soit 28 %).

Deuxième examen du Fonds pour l'adaptation

29. L'examen initial du Fonds s'est achevé à la huitième session de la CMP. À cette occasion, la CMP a pris note «avec préoccupation des questions liées au caractère pérenne, suffisant et prévisible des ressources du Fonds pour l'adaptation compte tenu de l'incertitude actuelle quant aux prix des unités de réduction certifiée des émissions et au maintien du Fonds pour l'adaptation pendant et après la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto»⁸. La CMP a en outre demandé «au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire rapport à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre à sa trente-huitième session sur l'état des ressources du Fonds, les tendances constatées dans l'apport de ressources et les causes qui pourraient expliquer ces tendances»⁹. Les informations demandées ont été collectées par le Conseil, avec le concours de l'administrateur, et présentées à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre pour examen.

30. En application du paragraphe 7 de la décision 1/CMP.9, le Conseil, à sa vingt-quatrième réunion, a décidé de communiquer ses vues sur les questions figurant dans le mandat relatif au deuxième examen du Fonds, pour que la CMP les examine à sa dixième session (voir l'annexe VI).

⁷ Certains projets, approuvés pour l'Asie et le Pacifique, concernent des États insulaires du Pacifique.

⁸ Décision 3/CMP.8, par. 4.

⁹ Décision 3/CMP.8, par. 5.

Amendement au Protocole de Kyoto adopté à la huitième session de la CMP: part des fonds d'autres mécanismes créés en application du Protocole de Kyoto

31. L'amendement au Protocole de Kyoto adopté dans la décision 1/CMP.8, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 12 du Protocole de Kyoto, a maintenu à 2 % la part des fonds provenant de la délivrance d'URCE pour les activités de projet, excepté lorsqu'il s'agit d'activités de projet exécutées dans les pays les moins avancés. En outre, dans l'amendement, il est également décidé «d'augmenter, pour la deuxième période d'engagement, les ressources du Fonds en prélevant une part, égale à 2 %, des fonds provenant des premiers transferts internationaux d'UQA et de la délivrance d'URE pour des projets au titre de l'article 6 juste après la conversion en URE des UQA ou UAB précédemment détenues par les Parties».

32. Le Conseil, à sa vingtième réunion, a entendu un exposé fait par le secrétariat de la Convention. Il y était question de demander à la CMP de préciser le calendrier et les procédures de prélèvement en fonction des conversions d'unités de réduction des émissions (URE) ainsi que les responsabilités connexes. En particulier, le Conseil devait: a) se prononcer sur l'emplacement du compte réservé aux nouveaux quotas, et l'opportunité de demander au Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre (MDP) de procéder aux aménagements permettant d'utiliser le registre du MDP, et b) désigner l'entité qui serait chargée de monétiser les unités de quantité attribuée (UQA) et les URE. Il était précisé dans cet exposé que, dans le cas où l'administrateur serait l'entité désignée, le Conseil devrait solliciter les services de l'administrateur à cette fin et négocier avec lui une version modifiée des règles régissant les services à fournir au Fonds. Le Conseil a désigné l'administrateur et a sollicité ses services, ainsi qu'il est indiqué ci-après et à l'annexe I.

Initiative internationale pour la transparence de l'aide

33. À sa vingt et unième réunion, le Conseil est convenu d'un calendrier de mise en œuvre pour la publication des données en conformité avec l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide avant fin septembre 2013. Le Fonds a publié en avril 2014 les données relatives aux projets figurant dans le registre, rendant ainsi ces données publiques et consultables sur la plate-forme de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

Politique environnementale et sociale du Fonds

34. À sa vingt-deuxième réunion, le Conseil a approuvé une proposition révisée de politique environnementale et sociale du Fonds (ci-après dénommée «la politique»), qui intégrait les contributions reçues à la suite d'un appel public à faire part d'observations à ce sujet. Afin de mettre en œuvre la politique, le Conseil a également approuvé des modifications à apporter aux politiques et directives opérationnelles régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation, ainsi que les modèles et les instructions s'y rapportant. Enfin, le Conseil a approuvé une approche par paliers à l'égard des entités déjà accréditées et des candidats à l'accréditation dont l'examen était en cours, ainsi que des modifications au dossier d'accréditation intégrant les prescriptions de la politique¹⁰. Celle-ci vise à renforcer et rationaliser l'application de garanties environnementales et sociales dans les politiques et procédures du Fonds. Le Conseil a en outre décidé d'engager deux experts des politiques environnementales et sociales afin d'aider le secrétariat et le Groupe d'experts de l'accréditation à mettre en œuvre la politique. Le secrétariat élabore actuellement un document d'orientation destiné aux entités chargées de la mise en œuvre et de l'exécution pour leur permettre de mieux comprendre les principes de la politique et leur application à la procédure d'accréditation et au cycle des projets et des programmes.

¹⁰ Décision B.22/23 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique

35. À sa vingt-deuxième réunion, le Conseil a approuvé la phase 1 du programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique, étant entendu qu'il serait conforme aux principes d'un financement fondé sur les résultats¹¹. À sa vingt-troisième réunion, le Conseil a en outre approuvé les modalités d'exécution du programme et les critères d'admissibilité permettant d'allouer des fonds à des entités accréditées chargées de la mise en œuvre d'activités précises, ainsi qu'un calendrier des activités. Les objectifs du programme sont d'accroître le nombre d'entités nationales candidates demandant une accréditation et le nombre de propositions de qualité soumises au Conseil dans un délai raisonnable après obtention de l'accréditation¹².

36. Les activités ci-après ont été réalisées au cours de la période considérée:

a) Le premier séminaire de développement de la capacité d'accès direct au financement dans le domaine climatique (organisé à Washington (États-Unis d'Amérique), les 1^{er} et 2 mai 2014), qui avait principalement pour objet de réunir des experts et des leaders d'opinion dans le domaine du développement de la capacité d'accès au financement dans le domaine climatique, de partager des expériences et de définir la voie à suivre pour le programme;

b) Le lancement des dons au titre de la coopération Sud-Sud pour les entités nationales chargées de la mise en œuvre déjà accréditées en vue d'aider les entités nationales candidates potentielles à établir des demandes d'accréditation (mai 2014). La date limite pour les soumissions était le 15 août 2014;

c) L'atelier sur les entités nationales chargées de la mise en œuvre en Afrique (organisé à Nairobi du 2 au 4 juillet 2014), en partenariat avec la Fondation Heinrich Boell, le Réseau de connaissances sur le climat et le développement et la National Environment Management Authority (Kenya), principalement consacré au partage d'expériences entre des entités nationales chargées de la mise en œuvre déjà accréditées en Afrique;

d) Le deuxième séminaire de développement de la capacité d'accès direct au financement dans le domaine climatique (organisé à Washington du 15 au 17 juillet 2014), portant sur la préparation à prévoir tout au long du cycle des projets.

Communications

37. Le Conseil a redoublé d'efforts pour diffuser des nouvelles et des comptes rendus sur les travaux du Fonds au cours de la période considérée. Le site Web du Fonds et les réseaux sociaux ont été améliorés et ont enregistré un nombre record de consultations et d'abonnés. Des supports d'information illustrant les activités du Fonds et les résultats obtenus, sa modalité d'accès direct et le nouveau programme de développement de la capacité d'accès direct au financement dans le domaine climatique ont été créés et diffusés. À la demande du Conseil, le secrétariat a engagé le dialogue avec des partenaires et des collaborateurs potentiels du secteur privé.

38. Des membres du Conseil et le secrétariat ont participé à diverses manifestations pour mettre en évidence l'expérience du Fonds. À l'invitation du Gouvernement bahamien, le secrétariat a organisé un atelier d'une journée intitulé «Appui à l'accès direct au financement dans le domaine climatique dans la région des Caraïbes». Cet atelier a permis aux représentants de quatre Parties non visées à l'annexe I de la Convention qui sont Parties au Protocole de Kyoto, ainsi qu'à un représentant de la Banque de développement des

¹¹ Décision B.22/24 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹² Décision B.21/28 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Caraïbes, d'échanger des vues et d'en savoir plus sur la procédure d'accréditation. Les autres manifestations auxquelles le Conseil ou son secrétariat a participé sont notamment les suivantes: l'exposition Carbon Expo 2014, à Cologne (Allemagne); la Conférence ouverte d'échange de connaissances à Genève (Suisse); la réunion annuelle 2013 de Notre Dame Adaptation Global Index à Washington; la huitième Conférence sur l'adaptation au niveau communautaire à Katmandou; le premier atelier sur le Fonds d'adaptation du Programme alimentaire mondial à Rome; la troisième Conférence internationale sur l'adaptation aux changements climatiques à Fortaleza Ceará (Brésil); le deuxième Forum du Comité permanent du financement relevant de la Convention sur les changements climatiques et le Forum des partenaires des fonds d'investissement climatique 2014 à Montego Bay (Jamaïque); la quarantième session des organes subsidiaires de la Convention à Bonn; les cinquième, sixième et septième réunions du Conseil du Fonds vert pour le climat à Paris, Bali (Indonésie) et Songdo (République de Corée), respectivement; et les cinquième, sixième et septième réunions du Comité permanent du financement à Bonn.

Ressources du Fonds spécial du Fonds pour l'adaptation

39. Au 30 juin 2014, l'administrateur avait vendu 20,7 millions d'URCE du Fonds, au prix moyen de 6,70 euros, ventes qui avaient rapporté 190,4 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'est chiffré à 2,1 millions de dollars pour les douze mois allant jusqu'au 30 juin 2014. À cette date, il restait 8,5 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil du Fonds pour l'adaptation. Le montant total transféré aux entités chargées de la mise en œuvre par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établissait à 99,5 millions de dollars au 30 juin 2014.

40. Les fonds disponibles pour de nouvelles approbations de financement se montaient à 150,8 millions de dollars au 30 juin 2014.

Dialogue avec les organisations de la société civile

41. À sa douzième session, le Conseil a instauré des séances régulières de dialogue avec des organisations de la société civile afin d'écouter leurs propositions, de recueillir leurs observations sur les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil et de procéder à des échanges de vues. Ces séances font partie de l'ordre du jour du Conseil.

Modification apportée aux règles régissant les services à fournir par la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur provisoire du Fonds pour l'adaptation

42. Le mandat de la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur provisoire du Fonds vient à expiration le 30 mai 2015. Le Conseil du Fonds a examiné cette question à sa vingt-troisième réunion, en mars 2014, et a décidé de demander la prolongation pour deux années supplémentaires du mandat de la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur.

43. Conformément à l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto adopté dans la décision 1/CMP.8, la CMP a décidé «d'augmenter, pour la deuxième période d'engagement, les ressources du Fonds pour l'adaptation en prélevant une part, égale à 2 %, des fonds provenant des premiers transferts internationaux d'UQA et de la délivrance d'URE pour des projets au titre de l'article 6 juste après la conversion en URE des UQA ou unités d'absorption (UAB) précédemment détenues par les Parties». La CMP a adopté, à sa neuvième session, la décision 1/CMP.9, dans laquelle elle:

«Demande au Conseil du Fonds pour l'adaptation d'examiner les modalités de la monétisation de la part, égale à 2 %, des fonds prélevés visée au paragraphe 8 ci-dessus, notamment l'entité ou les entités appropriées pour monétiser cette part des

fonds, et d'adresser une recommandation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto afin qu'elle l'examine à sa dixième session;

Demande également au Conseil du Fonds pour l'adaptation d'élaborer et d'approuver les dispositions juridiques applicables à l'administrateur concernant les services applicables à la part, égale à 2 %, des fonds prélevés visée au paragraphe 8 ci-dessus, afin que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto les approuve».

44. Le Conseil a examiné ces questions à sa vingt-troisième réunion et a décidé de recommander à la CMP de désigner la Banque mondiale comme entité chargée de monétiser la part des fonds provenant des UQA et des URE. Des modifications doivent être apportées aux règles régissant les services fournis par la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur du Fonds (voir l'annexe I) pour opérer une telle monétisation.

45. Le Conseil recommande donc à la CMP d'adopter une décision fondée sur le texte figurant à l'annexe I, qui modifie les règles énoncées dans l'appendice de l'annexe III de la décision 1/CMP.4. La modification prendra effet après adoption par la CMP et accord par la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur.

III. Appui au Conseil du Fonds pour l'adaptation dans l'accomplissement de son mandat

46. Au paragraphe 9 de la décision 4/CMP.5, la CMP «encourage les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajoutent à la part des fonds provenant des activités de projet prises en compte au titre du mécanisme pour un développement propre». En outre, au paragraphe 5 de la décision 6/CMP.7, la CMP continue d'encourager les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds.

47. À sa vingt-deuxième réunion, le Conseil a approuvé une stratégie de mobilisation de fonds. Il a tenu deux séances de dialogue avec les donateurs en marge de la dix-neuvième session de la Conférence des Parties/neuvième session de la CMP à Varsovie en décembre 2013 et en marge de la quarantième session des organes subsidiaires de la Convention à Bonn en juin 2014. Une autre séance devrait se tenir en marge de la vingtième session de la Conférence des Parties/dixième session de la CMP à Lima.

48. Les annonces de contributions des Parties faites au cours de la dix-neuvième session de la Conférence des Parties/neuvième session de la CMP ont dépassé l'objectif de 100 millions de dollars établi par le Conseil pour la période du 16 mars 2012 au 31 décembre 2013, puisque 31,8 millions de dollars ayant été reçus avant la dix-neuvième session de la Conférence des Parties/neuvième session de la CMP et l'équivalent d'environ 72,2 millions de dollars de contributions ayant été annoncé pendant ces sessions. Au moment de l'établissement du présent rapport, le Fonds spécial avait reçu 94,2 millions de dollars sur les montants annoncés au regard de l'objectif fixé. Cependant, des contributions annoncées d'un montant avoisinant 10,4 millions de dollars n'ayant pas encore été versées, l'objectif de mobilisation n'était pas encore atteint. Aucune contribution n'a été reçue au regard de l'objectif de mobilisation de fonds pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

49. À sa vingt-troisième réunion, le Conseil a décidé de prolonger le mandat de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des fonds afin de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie, le nouvel objectif étant de collecter 80 millions de dollars par année civile

en 2014 et en 2015¹³. L'équipe spéciale est composée de M^{me} Ana Fornells de Frutos (Espagne, Parties visées à l'annexe I), M^{me} Angela Churie-Kallhauge (Suède, États d'Europe occidentale et autres États), M^{me} Su-Lin Garbett-Shiels (Royaume-Uni, États d'Europe occidentale et autres États), M^{me} Laura Dzelzyte (Lituanie, États d'Europe orientale), M. Jeffery Spooner (Jamaïque, États d'Amérique latine et des Caraïbes), M. Mamadou Honadia (Burkina Faso, pays les moins avancés) et d'un nouveau membre, M. Marc-Antoine Martin (France, Parties visées à l'annexe I). Le mandat de M. Zaheer Fakir (Afrique du Sud, États d'Afrique) en tant que coordonnateur de l'équipe spéciale a été prorogé.

50. Pendant la période considérée, le Fonds a reçu les contributions suivantes: Autriche, 500 000 euros (équivalant à 690 250 dollars); Finlande, 5 millions d'euros (équivalant à 6,8 millions de dollars); France, 53 340 dollars; Allemagne, 30 millions d'euros (équivalant à 40,8 millions de dollars); Norvège, 15 millions de couronnes norvégiennes (équivalant à 2,4 millions de dollars); Suisse, 10 millions de francs suisses (équivalant à 10,9 millions de dollars); et Région de Bruxelles-Capitale (Belgique), 500 000 euros (équivalant à 680 250 dollars).

51. Le Conseil tient à exprimer sa reconnaissance aux Gouvernements allemand, autrichien, finlandais, norvégien, suédois et suisse, et aux autorités de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'appui qu'ils ont apporté au Fonds au regard de son objectif de mobilisation de fonds pour 2012-2013. Il prend acte également de l'appui de la présidence polonaise de la dix-neuvième session de la Conférence des Parties/neuvième session de la CMP à ses efforts de collecte de fonds, et du soutien du secrétariat du Conseil, de l'administrateur et du secrétariat de la Convention.

52. Conformément au paragraphe 18 de la décision 1/CMP.3, l'équipe assurant les services de secrétariat du Conseil comprend quatre fonctionnaires, à savoir le responsable du secrétariat, un spécialiste principal des changements climatiques, un spécialiste de l'adaptation et un fonctionnaire chargé des opérations (suivi et accréditation), ainsi qu'un assistant de programme, un administrateur auxiliaire, un consultant recruté pour une période de longue durée (communications) et un consultant engagé pour une période de courte durée (appui aux opérations).

¹³ Décision B.23/25 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Annexe I

[Anglais seulement]

Amended and restated terms and conditions of services to be provided by the International Bank for Reconstruction and Development as trustee for the Adaptation Fund

I. Recitals

(a) A clean development mechanism (CDM) was established under Article 12 of the Kyoto Protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change (the Convention) (the Kyoto Protocol).

(b) The Conference of the Parties decided in its decision 10/CP.7 that an adaptation fund (the Adaptation Fund) shall be established to finance concrete adaptation projects and programmes in developing country Parties that are Parties to the Kyoto Protocol, as well as activities identified in decision 5/CP.7, paragraph 8.

(c) The decision was further endorsed by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) through its decision 28/CMP.1.

(d) In decision 1/CMP.3, the CMP decided that the Adaptation Fund shall finance concrete adaptation projects and programmes that are country driven and are based on the needs, views and priorities of eligible Parties, and that the Adaptation Fund Board shall be established as the operating entity of the Adaptation Fund.

(e) The CMP, in its decision 1/CMP.3, invited the International Bank for Reconstruction and Development (the World Bank) to serve as the trustee for the Adaptation Fund (the World Bank in such capacity, the Trustee) on an interim basis, and requested the Adaptation Fund Board to present the necessary legal arrangements to be concluded between the CMP and the trustee, for adoption by the CMP at its fourth session.

(f) The CMP and the World Bank concluded the legal arrangements necessary for the World Bank to serve as Trustee on an interim basis by way of adopting and accepting the terms and conditions of services to be provided by the International Bank for Reconstruction and Development as trustee for the Adaptation Fund (the Terms and Conditions) as contained in the appendix to annex III to decision 1/CMP.4.

(g) The Terms and Conditions were amended twice to extend the term of the Trustee's services thereunder on an interim basis, as set out in decision 5/CMP.6, paragraph 1, and decision 1/CMP.9, paragraph 1.

(h) The CMP, in its decision 1/CMP.9, requested the Adaptation Fund Board to develop and approve the legal arrangements with the trustee regarding the services for the 2 per cent share of proceeds levied in accordance with decision 1/CMP.8, paragraph 21, for approval by the CMP.

(i) The Adaptation Fund Board has developed and approved the legal arrangements with the Trustee for approval by the CMP, which are proposed to be concluded between the CMP and the Trustee by amending and restating the Terms and Conditions.

(j) The CMP and the World Bank wish to amend and restate the Terms and Conditions as follows.

II. Terms and conditions

A. Role and responsibilities of the Trustee

1. The World Bank shall act as the Trustee on an interim basis in accordance with the Terms and Conditions set forth herein.
2. The Trustee shall comply with the principles and modalities for operations stipulated in the relevant decisions of the CMP and decisions of the Adaptation Fund Board. The Trustee shall be closely consulted in the development of decisions, taken by the CMP or the Adaptation Fund Board after the effective date of the Terms and Conditions, which relate in any way to the functions of the Trustee performed or to be performed, and the Terms and Conditions stipulated below shall be applicable. The Trustee shall perform its functions under the Terms and Conditions in accordance with the applicable provisions of the World Bank's Articles of Agreement, by-laws, policies and procedures.
3. The CMP hereby: (1) confirms its designation, under its decision 1/CMP.3, of the Adaptation Fund Board as its designee and delegatee in respect of the Adaptation Fund, acting under the authority and guidance of the CMP; and (2) imbues the Adaptation Fund Board with the capacity, power and authority to render decisions and provide instructions, directions and guidance to the Trustee hereunder and to cause to be effectuated the sale or disposal, for the purpose of monetization (Sale), of certified emission reductions (CERs), assigned amount units (AAUs) or emission reduction units (ERUs) collected as the share of proceeds for the Adaptation Fund (any such CERs, AAUs or ERUs, hereinafter referred to individually or collectively as the Share of Proceeds), pursuant to paragraphs 24, 25, 26, 27 and 28 below.
4. The Trustee, in the performance of its functions under the Terms and Conditions, shall be accountable to the Adaptation Fund Board.
5. Without prejudice to any other provisions of the Terms and Conditions, the Trustee shall, in performing its functions under the Terms and Conditions, act upon decisions, instructions, directions or guidance of the CMP or the Adaptation Fund Board (or such other person designated in writing by the Adaptation Fund Board for that purpose (Authorized Designee)) only if such decisions, instructions, directions or guidance are provided to the Trustee in writing. The Trustee shall not be responsible for inquiring or investigating if any decisions, instructions, directions or guidance of the Adaptation Fund Board or, as the case may be, any Authorized Designees, do not contravene an existing decision or act of the CMP, and shall have no liability for relying in good faith on any written decision, instruction, direction or guidance of the CMP, Adaptation Fund Board or any Authorized Designees, without further inquiry or investigation on its part or otherwise for any actions taken, or omitted to be taken, in good faith.
6. The CMP acknowledges that the Trustee may disclose information obtained by it in connection with its functions under the Terms and Conditions, if such disclosure is required or otherwise necessary in carrying out the services and activities set out herein, in accordance with the World Bank's policies and procedures.
7. The Trustee shall establish a trust fund for the Adaptation Fund (the Trust Fund), and shall hold in trust, as a legal owner, and administer the funds, assets and receipts, which constitute the Trust Fund, on behalf of the Adaptation Fund supervised and managed by the Adaptation Fund Board.
8. For the purpose of the monetization of the Share of Proceeds for the Adaptation Fund, the Trustee, in its capacity as agent of the CMP, is hereby authorized by the CMP to administer Sales of the Share of Proceeds under the instructions, direction and guidance of

the Adaptation Fund Board consistent with its responsibility for the monetization of the Share of Proceeds, pursuant to paragraphs 24, 25, 26, 27 and 28 below.

9. The Trustee shall be responsible only for performing those duties and responsibilities specifically and expressly set forth in the Terms and Conditions and shall not be subject to any other duties or responsibilities (express or implied), including, without limitation, any duties or obligations that might otherwise apply to a fiduciary or trustee under general principles of equity, trust or fiduciary obligations and/or any other legal or equitable principles. To the extent that Sales of the Share of Proceeds are conducted by the Trustee pursuant to paragraphs 24, 25, 26, 27 and 28 below, the Trustee shall not be responsible for the legality, validity or enforceability of any such Sales of the Share of Proceeds, the value obtained from such Sales of the Share of Proceeds (including any reduction in the value of the CERs, AAUs or the ERUs from the time they are credited to the CDM Account (as defined in paragraph 24 below) to the time such Sales are consummated) or any expenses or liabilities incurred in connection with such Sales.

10. The Trustee shall not be liable for any failure to carry out its obligations under the Terms and Conditions where such failure is a result of a Force Majeure Event and, for so long as such circumstances continue, shall be relieved of its obligations under the Terms and Conditions which it has been prevented from fulfilling as a result of that Force Majeure Event without liability; provided that the Trustee shall, notwithstanding that it is relieved from its obligations hereunder, take all reasonable and practical steps to minimize any loss and/or disruption resulting from any such Force Majeure Event. For the purpose of this paragraph, "Force Majeure Event" means any event beyond the reasonable control of the person affected including, without limitation, labor dispute, act of God, war, act or circumstance of terrorism, riot, civil commotion, malicious damage, accident, breakdown of essential computer software, hardware or system failure, fire, flood and/or storm and other unforeseen circumstances materially and adversely affecting the performance of the functions of the Trustee under the Terms and Conditions.

11. The CMP acknowledges that the World Bank shall have the right to engage in any of the types of activities described in the Terms and Conditions for its own account or for the account of clients other than the Adaptation Fund whether acting as trustee, adviser or in any other capacity vis-à-vis such clients. The CMP agrees that the World Bank, in carrying out such activities for its own account or for the account of others, may decide to adopt approaches and courses of actions, which differ from the approaches and courses of action that the Trustee decides to take in performing the services for the Adaptation Fund described in the Terms and Conditions. In engaging in such activities for its own account or for the account of others, the World Bank will put in place measures designed to avoid or mitigate conflicts of interest arising from its functions under the Terms and Conditions relating to the Sale of the Share of Proceeds for the Adaptation Fund.

12. If a decision by the CMP or the Adaptation Fund Board after the effective date of the Terms and Conditions relates to the functions of the Trustee performed or to be performed under the Terms and Conditions, such a decision shall be developed in close consultation with the Trustee. In the absence of such consultation with and the agreement of the Trustee, the Trustee shall not be bound by any decision of the CMP or the Adaptation Fund Board, to the extent that such a decision relates to the functions of the Trustee performed or to be performed under the Terms and Conditions.

13. The CMP agrees that the Trustee shall be fully indemnified, out of the assets held for the Adaptation Fund, including the Trust Fund resources, for any liabilities, claims, losses, costs and expenses, including attorneys' fees and expenses, incurred by the Trustee in connection with or in any way arising out of its activities as Trustee, including but not limited to any activities of the Trustee in connection with the Sale or the facilitation of the Sale of the Share of Proceeds. Such indemnity shall not include any liabilities, claims,

losses, costs or expenses incurred by the Trustee as a direct result of its own gross negligence or willful misconduct.

14. The privileges and immunities accorded to the World Bank shall apply to the property, assets, archives, operations and transactions of the Trust Fund. Nothing in the Terms and Conditions shall be considered a waiver of any privileges or immunities of the World Bank under its Articles of Agreement or any applicable law, all of which are expressly reserved.

15. The CMP agrees that the Trustee shall be reimbursed annually from the assets held for the Adaptation Fund, including the Trust Fund resources, for the fees, costs and expenses incurred by it in connection with performing its functions under the Terms and Conditions, including, without limitation, the costs and expenses incurred in connection with the establishment and administration of the Trust Fund, the Sale of the Share of Proceeds, and any and all services provided hereunder, including attorneys' fees and expenses and external auditors' costs, costs of insurance policies and relevant service providers' fees. For this purpose, the Trustee shall submit to the Adaptation Fund Board a proposal for mutual agreement for the services and activities to be provided by the Trustee and estimated fees, costs and expenses to carry out such services and activities for the initial and/or upcoming fiscal year, as applicable. Upon approval by the Adaptation Fund Board of such a proposal, the Trustee shall deduct and transfer the amount of the estimated fees, costs and expenses to its own account from the Trust Fund resources or such other assets held for the Adaptation Fund; provided that the amount of the fees, costs and expenses transferred may be subject to an end of year adjustment based on actual costs and expenses incurred, as such an arrangement may be agreed between the Adaptation Fund Board and the Trustee in connection with the aforementioned proposal.

16. In order to enable the Trustee to carry out its functions enumerated in the Terms and Conditions, the Trustee shall be entitled to attend any meetings of the Adaptation Fund Board and, as an observer, any meetings of the CMP which may concern the operations and activities of the Adaptation Fund. Further, the CMP hereby requests the secretariat servicing the Adaptation Fund Board in accordance with decision 1/CMP.3, and the secretariat of the Convention (the UNFCCC secretariat), to cooperate fully with the Trustee.

B. Administration of the Trust Fund

17. The Trustee shall receive and hold in the Trust Fund any proceeds from the Sale of the Share of Proceeds conducted pursuant to paragraphs 24, 25, 26, 27 and 28 below. If requested by the Adaptation Fund Board, the Trustee may accept, on terms mutually agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board, contributions from donors to support the operations of the Adaptation Fund. For the avoidance of doubt, no Share of Proceeds shall be held in the Trust Fund.

18. Subject to paragraphs 2 and 12 above, the Trustee shall administer the funds, assets and receipts of the Trust Fund only for the purpose of, and in accordance with, the Terms and Conditions and the relevant decisions of the CMP and the Adaptation Fund Board.

19. In accordance with decision 1/CMP.3, paragraph 21, and in conformity with the administrative and investment arrangements of the Trustee, the Trustee shall hold the funds, assets and receipts that constitute the Trust Fund separate and apart from the funds of the World Bank. The Trustee shall establish and maintain separate records and accounts to identify the resources of the Trust Fund, the commitments financed out of the Trust Fund, and the receipts and transfers of funds in the Trust Fund.

20. The Trustee shall invest the funds held in the Trust Fund, pending their transfer under paragraphs 15 above and 22 below, in accordance with the Trustee's policies and procedures for the investment of trust funds administered by the World Bank, including commingling of the resources of the Trust Fund for administrative and investment purposes with other trust fund assets maintained by the World Bank. The commingling of Trust Fund resources for administrative and investment purposes should not affect the amount of resources from proceeds of monetization of the Share of Proceeds available in the Trust Fund for transfer of funds for Adaptation Fund operations, activities, projects and programmes. The Trustee shall credit all income from such investment to the Trust Fund to be used for the same purposes as other funds held in the Trust Fund. The CMP acknowledges that no warranty is given by the Trustee as to the performance or profitability of the investment of the funds held in the Trust Fund.

21. The funds held in the Trust Fund may be freely exchanged by the Trustee into other currencies as may facilitate their administration and transfer.

22. The Trustee shall, subject to the availability of resources held in the Trust Fund, record commitments and make transfers of funds from the Trust Fund in the manner agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board, and only at, and in accordance with, the written direction provided to the Trustee by the Adaptation Fund Board or any Authorized Designee. Upon the transfer of funds, the Trustee shall not have any responsibility for the use of the Trust Fund funds transferred and activities carried out therewith, including but not limited to any responsibility with respect to supervising, monitoring, reporting on or verifying activities carried out with the Trust Fund funds transferred by the Trustee herein.

23. The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the Sale of the Share of Proceeds for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).

C. Sales of Share of Proceeds

24. The CMP hereby authorizes the Sale of the Share of Proceeds from the account established and maintained at the CDM registry for the Adaptation Fund to hold and transfer the Share of Proceeds to assist in meeting the costs of adaptation in accordance with Article 12, paragraph 8, of the Kyoto Protocol (the CDM Account) in the manner set forth hereunder.

25. The Sale of the Share of Proceeds from the CDM Account shall be administered under the instructions, direction and guidance of the Adaptation Fund Board consistent with its responsibility to supervise and manage the Adaptation Fund and for the monetization of the Share of Proceeds.

26. Pursuant to the authority provided under paragraph 3 above, the Adaptation Fund Board may cause to be entered into any and all contracts necessary for the Sale of the Share of Proceeds from the CDM Account by granting to the Trustee any necessary power of attorney on behalf of the CMP, so that the Trustee may execute contracts of Sale with the relevant third-party Share of Proceeds purchasers and such other contracts necessary in

connection with the Sale or the facilitation of the Sale of the Share of Proceeds, at the direction of the Adaptation Fund Board pursuant to paragraph 28 below.

27. Pursuant to the authority provided under paragraph 8 above, and in furtherance of paragraphs 24, 25 and 26 above, the Trustee may, at the direction of the Adaptation Fund Board pursuant to paragraph 28 below: (1) cause the transfer of the title to the Share of Proceeds to the relevant third-party purchasers, or the cancellation of the Share of Proceeds, upon receipt of payment in respect of the transfer or cancellation; (2) enter into arrangements with the CDM Registry Administrator to effectuate such transfers or cancellations of the Share of Proceeds; (3) engage with relevant service providers for the purposes of execution, clearance, settlement and other logistic matters in connection with the Sale or the facilitation of the Sale of the Share of Proceeds; and (4) take other such actions as necessary to effectuate the Sale of the Share of Proceeds for the benefit of the Adaptation Fund.

28. Sale of the Share of Proceeds and transfer of title or cancellation of the Share of Proceeds in respect of such Sale pursuant to paragraphs 24, 25, 26 and 27 above shall be effected by the Trustee only in accordance with the guidelines agreed in writing between the Trustee and the Adaptation Fund Board.

D. Dispute resolution: notices

29. The CMP and the Trustee shall, to the extent possible, strive to resolve promptly and amicably questions of interpretation and application of the Terms and Conditions and settle any disputes, controversy or claim arising out of or relating to the Terms and Conditions.

30. Any dispute, controversy or claim arising out of or relating to the Terms and Conditions, which has not been settled by agreement between the CMP and the Trustee, shall be submitted to arbitration in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) in force on the effective date of the Terms and Conditions, and the following provisions: (1) the appointing authority shall be the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration; and (2) the language of the arbitral proceedings shall be English.

31. Any arbitral award under paragraph 30 above shall be final and binding upon the CMP and the Trustee. The provisions set forth in paragraphs 29 and 30 above shall be in lieu of any other procedure for the settlement of disputes between the CMP and the Trustee.

32. Any notice or request required or permitted to be given or made under the Terms and Conditions and any other agreement between any of the parties contemplated by the Terms and Conditions shall be in writing. Any such notice or request shall be deemed to have been duly given or made once it has been delivered by hand, mail, facsimile or, if so designated by the parties, by other electronic means, to the World Bank or the UNFCCC secretariat, in the case of the CMP, to which it is required or permitted to be given or made at such party's address designated by notice to the World Bank or in the case of the CMP, the UNFCCC Secretariat, giving such notice or making such a request. Deliveries made by facsimile or other electronic means shall also be confirmed by mail.

E. Amendment and termination

33. Any amendment to the Terms and Conditions shall become effective only upon approval and acceptance by the CMP and the World Bank.

34. The Trustee's role as trustee servicing the Adaptation Fund under the Terms and Conditions shall be automatically terminated on 30 May 2017, unless the CMP and the

Trustee affirmatively agree in writing to extend beyond this date the term of the Trustee's services under the Terms and Conditions.

35. Notwithstanding paragraph 34 above, the CMP may at any time terminate the appointment of the Trustee as trustee servicing the Adaptation Fund under the Terms and Conditions. The Trustee's role as trustee servicing the Adaptation Fund shall be terminated three months after receipt by the Trustee of the notice in writing of the termination of the appointment.

36. Notwithstanding paragraph 34 above, the Trustee may at any time terminate its role as trustee servicing the Adaptation Fund by giving the CMP notice in writing no less than three months prior to any session of the CMP. The Trustee's role as trustee servicing the Adaptation Fund shall be terminated immediately after the session of the CMP which immediately follows the notice by the Trustee. In the event that no session of the CMP is held within 12 months of the Trustee giving notice, however, the Trustee's role shall be terminated 12 months after the Trustee has given notice.

37. Following termination of the Trustee's role as trustee servicing the Adaptation Fund pursuant to paragraphs 34, 35 or 36 above, the Trustee shall carry on no business for the Adaptation Fund except for the purpose of winding up its affairs. The Trustee shall take all necessary action for winding up its affairs in an expeditious manner, and for meeting the commitments already made by the Trustee and the transfer of any remaining funds, assets and receipts in the Trust Fund, as directed by the Adaptation Fund Board. The CMP hereby mandates that in such circumstances the Adaptation Fund Board shall provide such direction to the Trustee without undue delay. All of the powers and rights of the Trustee under the Terms and Conditions, including the right to be reimbursed for the fees, costs and expenses incurred under paragraph 15 above, shall continue until the affairs of the Trustee shall have been wound up.

F. Effectiveness

38. The Terms and Conditions or any amendments to the same shall become effective and constitute an agreement between the CMP and the World Bank upon decisions by the CMP and the World Bank to approve and accept the Terms and Conditions or any amendments to the same.

Annexe II

[Anglais seulement]

Adaptation Fund Board members and alternate members

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
March 2013 to March 2015 (CMP 8 to CMP 10) ^b	Member	Mr. Yerima Peter Tarfa	Nigeria	African States
	Alternate member	Mr. Petrus Muteyauli	Namibia	African States
	Member	Mr. Ezzat Lewis Hannalla Agaiby	Egypt	African States
	Alternate member	Mr. Zaheer Fakir	South Africa	African States
	Member	Mr. Mohamed Shareef	Maldives	Asia-Pacific States
	Alternate member	Mr. Alamgir Mohammed Monsurul Alam	Bangladesh	Asia-Pacific States
	Member	Mr. Nauman Bashir Bhatti	Pakistan	Asia-Pacific States
	Alternate member	-	-	Asia-Pacific States
	Member	Mr. Valeriu Cazac	Moldova	Eastern European States
	Alternate member	Ms. Medea Inashvili	Georgia	Eastern European States
	Member	Ms. Laura Dzelzyte	Lithuania	Eastern European States
	Alternate member	Mr. Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States
	Member	Mr. Philip S. Weech	Bahamas	Latin American and Caribbean States
	Alternate member	Mr. Jeffery Spooner	Jamaica	Latin American and Caribbean States
	Member	Mr. Raúl Pinedo	Panama	Latin American and Caribbean States
	Alternate member	Ms. Irina Helena Pineda Aguilar	Honduras	Latin American and Caribbean States
	Member	Ms. Yuka Greiler	Switzerland	Western European and other States
	Alternate member	Mr. Hans Olav Ibrekk	Norway	Western European and other States

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
	Member	Ms. Su-Lin Garbett-Shiels	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Western European and other States
	Alternate member	Mr. Marc-Antoine Martin	France	Western European and other States
	Member	-	-	Small island developing States
	Alternate member	Mr. Paul Elreen Phillip	Grenada	Small island developing States
	Member	Mr. Mamadou Honadia	Burkina Faso	Least developed countries
	Alternate member	Mr. Adao Soares Barbosa	Timor-Leste	Least developed countries
	Member	-	-	Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Ana Fornells de Frutos	Spain	Annex I Parties
	Member	Ms. Angela Churie-Kallhauge	Sweden	Annex I Parties
	Alternate member	Mr. Markku Kanninen	Finland	Annex I Parties
	Member	Ms. Margarita Caso Chavez	Mexico	Non-Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Patience Damptey	Ghana	Non-Annex I Parties
	Member	Mr. Boubacar Dembele Sidiki	Mali	Non-Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Wenhong Huang	China	Non-Annex I Parties

Abbreviation: CMP = The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol.

^a Members and alternate members shall serve for a term of two years and shall be eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). At the seventh session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, half of the members of the Adaptation Fund Board, and their alternate members from the same group, shall continue to serve in office for one additional and final year. The terms as members do not count towards the terms as alternate members, and terms as alternate members do not count towards the terms as members (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member, or an alternate, shall start at the first meeting of the Board in the calendar year following his or her election and shall end immediately before the first meeting of the Board in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annexe III

[Anglais seulement]

**Actual fiscal year 2014 and approved fiscal year 2015 budget of the
Adaptation Fund Board and the secretariat, and the trustee**

(United States dollars)

	<i>Approved FY 2014</i>	<i>Actual estimated FY 2014</i>	<i>Approved FY 2015</i>
Board and secretariat			
01 Personnel	1 239 491	1 199 074	1 451 938
02 Travel	773 400	352 036	414 000
03 General operations	263 870	175 634	293 870
04 Meetings	630 000	276 847	340 000
Subtotal secretariat administrative services (a)	2 906 761	2 003 591	2 499 808
05 Overall evaluation (b)	-	-	335 000
06 Accreditation (c)	432 000	373 577	460 000
Subtotal secretariat (a) + (b) + (c)	3 338 761	2 377 167	3 294 808
07 Readiness programme (d)	236 150	86 101	433 850 ^a
Subtotal secretariat (a) + (b) + (c) + (d)	3,805,761	2,463,268	3,410,658
Trustee			
01 Certified emission reduction monetization	455,000	387,393	246,000
02 Financial and programme management	210,000	210,655	210,000
03 Investment management	70,000	98,850	101,000
04 Accounting and reporting	56,000	48,804	56,000
05 Legal services	20,000	20,299	40,000
External counsel ^b	-	145,044	150,000
06 External audit	60,000	44,536	60,000
Subtotal trustee	871,000	955,581	863,000
Grand total all components	4,676,761	3,418,849	4,273,658

Abbreviation: FY = fiscal year.

^a The unspent portion of the readiness programme budget in FY 2014 will also be carried over to FY 2015 in addition to this amount.

^b The amount approved by the Board for FY 2015 was used in FY 2014 instead, further to the request by the Board to prepare draft arrangements for the monetization of AAUs and ERUs for submission to CMP 10 (Adaptation Fund Board document AFB/B.23/7).

Annexe IV

[*Anglais seulement*]

List of accredited implementing entities

(In alphabetical order)

A. National implementing entities (NIEs)

1. Agencia de Cooperación Internacional de Chile (Chile)
2. Agencia Nacional de Investigación e Innovación (Uruguay)
3. Agency for Agricultural Development (Morocco)
4. Centre de Suivi Ecologique (Senegal)
5. Desert Research Foundation of Namibia (Namibia)
6. Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible (Costa Rica)
7. Mexican Institute of Water Technology (Mexico)
8. Ministry of Natural Resources (Rwanda)
9. Ministry of Planning and International Cooperation (Jordan)
10. National Bank for Agriculture and Rural Development (India)
11. National Environment Fund (Benin)
12. National Environment Management Authority (Kenya)
13. Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (Peru)
14. Planning Institute of Jamaica (Jamaica)
15. Protected Areas Conservation Trust (Belize)
16. South African National Biodiversity Institute (South Africa)
17. Unidad para Cambio Rural (Argentina)

B. Multilateral implementing entities (MIEs)

1. African Development Bank (AfDB)
2. Asian Development Bank (ADB)
3. European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)
4. Inter-American Development Bank (IDB)
5. International Fund for Agricultural Development (IFAD)
6. United Nations Development Programme (UNDP)
7. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
8. United Nations Environment Programme (UNEP)

9. United Nations World Food Programme (WFP)
10. World Bank (International Bank for Reconstruction and Development)
11. World Meteorological Organization (WMO)

C. Regional implementing entities (RIEs)

1. Corporación Andina de Fomento (Latin America and the Caribbean)
2. Observatoire du Sahara et du Sahel/Sahara and Sahel Observatory (North, West and East Africa)
3. Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (the Pacific)
4. West African Development Bank (West Africa)

[Anglais seulement]

Project funding approvals by the Board between 1 August 2013 and 31 July 2014

(United States dollars)

AFB 22 Funding Decisions (30 October 2013)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	Fee	NIE	RIE	MIE	IE fee %	Set-aside Funds	Decision
1. Projects and programmes											
	Benin	FNE	AFB/PPRC.13/9	8,244,255	669,000	8,913,255			8.1%		Not approved
	Kenya	NEMA	AFB/PPRC.13/10	9,279,556	720,331	9,999,886			7.8%		Not approved
	Rwanda	MINIRENA	AFB/PPRC.13/11	9,366,982	602,637	9,969,619			6.4%	9,969,619	Approved
	Nepal	WFP	AFB/PPRC.13/12	8,780,793	746,367			9,527,160	8.5%		Placed in pipeline
	Subtotal			35,671,586	2,738,335	28,882,760		9,527,160	7.7%	9,969,619	
2. Project formulation grant											
	Chile	AGCI	AFB/PPRC.13/4/Add.1	30,000		30,000					Not approved
	Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC.13/5/Add.1	30,000		30,000				30,000	Approved
	Jordan	MOPIC	AFB/PPRC.13/6/Add.1	29,500		29,500				29,500	Approved
	Subtotal			89,500		89,500				59,500	
3. Concepts											
	Chile	AGCI	AFB/PPRC.13/4	9,170,000	800,000	9,970,000			8.7%		Not endorsed
	Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC.13/5	9,220,000	750,000	9,970,000			8.1%		Endorsed
	Jordan	MOPIC	AFB/PPRC.13/6	8,503,000	723,000	9,226,000			8.5%		Endorsed
	Morocco	ADA	AFB/PPRC.13/7	10,000,000	0	10,000,000			0.0%		Not endorsed
	Indonesia	WFP	AFB/PPRC.13/8	5,477,000	463,375			5,940,375	8.5%		Endorsed
	Subtotal			42,370,000	2,736,375	39,166,000.0		0	6.5%		
4. Total (4 = 1 + 2 + 3)				78,131,086	5,474,709.8	68,138,260.3		9,527,160	7.0%	10,029,119	

AFB 23 Funding Decisions (19 March 2014)

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	Fee	NIE	RIE	MIE	IE fee %	Set-aside Funds	Decision
1. Projects and programmes											
	India (4)	NABARD	AFB/PPRC.14/9	544,333	46,268	590,601			8.5%		Not approved
	India (5)	NABARD	AFB/PPRC.14/10	571,877	48,610	620,487			8.5%		Not approved
	Kenya	NEMA	AFB/PPRC.14/11	9,278,085	720,217	9,998,302			7.8%		Deferred
	Indonesia	WFP	AFB/PPRC.14/12	5,525,959	469,707			5,995,666	8.5%		Placed in pipeline
	Subtotal			15,920,254	1,284,802	11,209,390		5,995,666	8.1%	0	
2. Project formulation grant											
	India (1)	NABARD	AFB/PPRC.14/4/Add.1	29,900		29,900				29,900	Approved
	India (2)	NABARD	AFB/PPRC.14/5/Add.1	30,000		30,000				30,000	Approved
	India (3)	NABARD	AFB/PPRC.14/6/Add.1	29,700		29,700				29,700	Approved
	Morocco	ADA	AFB/PPRC.14/7/Add.1	30,000		30,000				30,000	Approved
	Subtotal			119,600		119,600				119,600	
3. Concepts											
	India (1)	NABARD	AFB/PPRC.14/4	1,131,000	96,000	1,227,000			8.5%		Endorsed
	India (2)	NABARD	AFB/PPRC.14/5	1,601,718	136,146	1,737,864			8.5%		Endorsed
	India (3)	NABARD	AFB/PPRC.14/6	2,335,053	198,480	2,533,533			8.5%		Endorsed
	Morocco	ADA	AFB/PPRC.14/7	9,188,940	781,060	9,970,000			8.5%		Endorsed
	Federated States of Micronesia	SPREP	AFB/PPRC.14/8	8,668,125	711,875	9,380,000	9,380,000		8.2%		Not endorsed
	Subtotal			22,924,836	1,923,561	24,848,397	9,380,000	0	8.4%		
4. Total (4 = 1 + 2 + 3)				38,964,690	3,208,363	36,177,387	9,380,000	5,995,666	8.2%	119,600	

AFB Intersessional Decisions

	Country/Title	IE	Document Ref	Project	Fee	NIE	RIE	MIE	IE fee %	Set-aside Funds	Decision	Date
1. Projects and Programmes												
	Guatemala	UNDP	AFB/PPRC.10/12	5,000,000	425,000			5,425,000	8.5%	5,425,000	Approved	19 Sep 2013
	Uzbekistan	UNDP	AFB/PPRC.11/8	4,990,878	424,225			5,415,103	8.5%	5,415,103	Approved	20 Feb 2014
	Cuba	UNDP	AFB/PPRC.10/10	5,592,000	475,320			6,067,320	8.5%	6,067,320	Approved	20 Feb 2014
	Seychelles	UNDP	AFB/PPRC.10/15	5,950,000	505,750			6,455,750	8.5%	6,455,750	Approved	20 Feb 2014
	Myanmar	UNDP	AFB/PPRC.10/14	7,289,425	619,601			7,909,026	8.5%	7,909,026	Approved	27 Feb 2014
	Fiji	UNDP	AFB/PPRC.14-15/2	5,280,000	448,800			5,728,800	8.5%		Not approved	15 Jul 2014
	Mauritania	WMO	AFB/PPRC.14-15/3	1,990,764	169,216			2,159,980	8.5%		Not approved	15 Jul 2014
	Subtotal			36,093,067	3,067,912	0	0	39,160,979	8.5%	31,272,199		

Annexe VI

[Anglais seulement]

Views of the Adaptation Fund Board on the matters included in the terms of reference for the second review of the Adaptation Fund

1. With reference to decision 1/CMP.9 inviting the Adaptation Fund Board to provide its views on the second review of the Adaptation Fund, based on the terms of reference annexed to decision 2/CMP.9, the Board wishes to put forward the following submission.

2. In just a few short years, the Adaptation Fund has built a focused, effective and transparent climate adaptation financing instrument that directly aids the most vulnerable communities in developing countries. It is the only climate adaptation fund that includes these vulnerable communities as a strategic priority. In addition to pioneering direct access to funding, the Adaptation Fund is seeing preliminary results from its project portfolio, including allocating dollars 265 million specifically towards measures that increase ecosystem and human resilience to climate change and variability-induced stress, and increase adaptive capacity within relevant development and natural resource sectors. Examples of work in these areas include restoration of ecosystem services, development of early warning systems to enable households to respond to disaster risks, diversified livelihoods for vulnerable farmers, investments in coastal protection infrastructure and increased access to irrigation and water production schemes.¹

3. The Board has worked to keep the Adaptation Fund innovative and improve its systems, processes and effectiveness. As the Adaptation Fund has matured, the Board has reduced its meetings from four times per year to twice per year, undertaking a greater portion of its work and decisions intersessionally. The Board has also worked to build more partnerships, including at its twenty-fourth meeting (October 2014), agreeing to partner with the Climate Technology Centre and Network to link technical assistance with project financing from the Adaptation Fund. In addition, the Board launched a pilot programme on regional projects, not to exceed dollars 30 million, to enable a greater number of partnerships among regional, multilateral and national implementing entities and other national institutions, including engaging other bodies under the Convention.

4. The Board launched a readiness programme, based on feedback from countries and the Adaptation Fund's experience with the accreditation process, that promotes lessons learned and exchange of best practices with regard to the full climate financing cycle, from accreditation to project design, proposal and implementation. Through this, the Adaptation Fund has established an engaged network of direct access practitioners, including civil society, that has fostered dialogue and greater collaboration, and contributed to increased coherence and streamlined approaches to climate finance readiness.²

5. The recent developments in the carbon market have resulted in the Adaptation Fund's primary revenue streams being significantly diminished.³ In the light of the growing demand for support, which exceeds the present resources available and which is reflected in the pipeline of projects awaiting support, the Board has discussed, in its resource mobilization task force, the need to generate additional revenue to continue the Adaptation

¹ See infographic at <<https://adaptation-fund.org/content/adaptation-fund-infographic>>. Also see Adaptation Fund Board document AFB/EFC.15/3.

² See details at <<https://adaptation-fund.org/node/3944>>.

³ See Adaptation Fund Board document AFB/EFC.15/6.

Fund's critical climate adaptation work in the most vulnerable developing countries and explore various options. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) may wish to consider and provide further guidance to the Adaptation Fund on resource mobilization.

6. During the past year the Board has, through its secretariat, engaged with other climate funds, including the Global Environment Facility, the Green Climate Fund (GCF) and the Climate Investment Funds, both in terms of sharing lessons from the Adaptation Fund and collaborating through the Adaptation Fund's readiness programme. It will continue this engagement, including with other funds and the private sector as well as with other financing institutions at the regional level. The CMP may wish to provide guidance on the Adaptation Fund's institutional linkages with the GCF.

7. Finally, the Adaptation Fund Board secretariat undertakes portfolio monitoring field visits to projects under implementation.⁴ The Board would like to extend an invitation to interested Parties and stakeholders who may wish to join one of the Adaptation Fund's field visits to witness at first-hand the results on the ground of projects being implemented with Adaptation Fund support.

⁴ Lessons learned from these visits are reflected in Adaptation Fund Board documents AFB/EFC.15/4/Rev.1, AFB/EFC.14/4 and AFB/EFC.10/5.